

AVANT-PROPOS

Né à Pise en 1761, décédé à Paris en 1837, Filippo Buonarroti est un révolutionnaire italien devenu français. Par voie collatérale, il descend du célèbre peintre et sculpteur florentin Michelangelo Buonarroti, mieux connu sous le nom de Michel-Ange.

Les échecs répétés et une relative solitude ne l'affecteront guère : jamais il ne cessera de militer. En témoignent ses engagements ininterrompus pendant près de cinquante années pour la cause de ce qu'il appelle « le bonheur commun », en Toscane, en Corse, en Sardaigne, en France, à Genève, à Bruxelles... Particulièrement actif pendant la Révolution française, puis sous l'Empire et la Restauration, et encore pendant le règne de Louis-Philippe, voici un personnage qui a incontestablement compté dans le développement des nouvelles idées sociales au début du XIX^e siècle.

Le présent ouvrage retracera sa vie aventureuse et tumultueuse. On rappellera son procès à Vendôme, en 1797, au cours duquel il échappa à la condamnation à mort alors que son ami et associé François-Noël (dit Gracchus) Babeuf sera exécuté pour avoir tenté de renverser le Directoire par un complot, la « conjuration des Égaux ».

Nous évoquerons également ses arrestations, ses exils à Genève et surtout à Bruxelles où il séjournera de 1824 à 1830 pour se soustraire aux poursuites des polices européennes. C'est dans la capitale belge, encore sous régime hollandais à cette époque, qu'il écrira et publiera son œuvre majeure : *La Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*.

On a dit de Buonarroti qu'il était un homme de l'ombre. Il est vrai qu'il aime la discrétion, d'autant plus qu'il est un franc-maçon actif, mais il a beaucoup d'affection pour ses congénères, il recherche le contact humain, il se fait connaître dès son arrivée à Bruxelles en donnant un avis à la presse quotidienne. Il entretient une correspondance abondante. En seconde partie, nous livrons – en traduction de l'italien – cinquante-trois lettres écrites ou reçues par Buonarroti au cours des années 1824 à 1830. Certaines d'entre elles sont inédites. Par ailleurs, nous reproduisons également des documents, réflexions ou analyses dus à la plume du révolutionnaire et qui sont d'un intérêt évident pour la recherche et pour l'appréciation de sa pensée politique, économique et sociale.

C'est pour nous un agréable devoir que d'exprimer ici notre reconnaissance à celles et à ceux qui nous ont permis de redécouvrir des écrits oubliés de Filippo Buonarroti, et en particulier à Claire Billen (professeur d'Histoire, ULB) ; Maria-Grazia Cagna (archiviste au musée Pietro Calderini de Varallo) ; Elisa Carrara (Archives de l'église catholique de Pise) ; Antonella Molesì (archives de l'État à Forti) ; Guillaume Fau (archiviste au Fonds des Manuscrits, BNF) ; Anna-Maria Rao (Université de Naples) ; Silvia Rota (traductrice, ULB) et Guy Van Themsche (Commission royale d'Histoire, Bruxelles).

PREMIÈRE PARTIE

SUR LES TRACES DE FILIPPO BUONARROTI¹

I. LA RECHERCHE HISTORIQUE « DÉCOUVRE » BUONARROTI À LA FIN DU XIX^e SIÈCLE.

Les historiens se sont attachés à multiplier les commentaires et les interprétations de l'œuvre de Buonarroti. Il faut souligner que la présence du révolutionnaire à Bruxelles pendant six années a suscité de nombreux travaux, ce qui n'a pas manqué d'enrichir la connaissance de l'homme et de ses écrits. Au départ l'hagiographie ou le dénigrement avaient longtemps pris le pas sur l'analyse politique rigoureuse de sa pensée et de sa place parmi les différents courants du mouvement révolutionnaire pendant le premier tiers du XIX^e siècle. De même, c'est ensuite sa dimension économique et sociale qui a été parfois négligée au profit d'une lecture politique de la *Conspiration des Égaux*² qui apparaîtra progressivement tout au long du XIX^e siècle.

C'est en 1898 que l'Italien Giuseppe Romano-Catania publie une biographie de Buonarroti. Ces recherches se poursuivent sous Mussolini à l'occasion des études sur le Risorgimento – dont on veut retrouver les origines et

les précédents – conduites par Renato Soriga et Armando Saitta. En 1937, le jeune historien Franco Venturi annonça à Benedetto Croce son intention de se consacrer à une biographie de Buonarroti, premier égalitaire italien. Venturi reprenait ainsi à son compte une tentative de l'un des pères du marxisme italien, Antonio Labriola³. Il souhaitait produire une histoire populaire du socialisme moderne dont la genèse remontait au principe égalitaire de l'utopisme radical du XVIII^e siècle et de la Révolution française. Ces recherches se prolongèrent à partir de 1951 avec Alessandro Galante Garrone, aidé par Robert Demoulin. Garrone était un ami de Venturi, qu'il avait rencontré dans le mouvement *Giustizia é Libertà*. Une vingtaine d'années plus tard, Garrone présenta un livre riche de réflexions nouvelles et de grand intérêt sur les relations entre exilés français et radicaux belges⁴.

De son côté, l'Anglais Richard M. Andrews poursuit et approfondit les travaux de Richard Cobb commencés en 1953. Tous deux s'emploient à analyser les secousses sociales qui se multiplient à la fin au XVIII^e siècle et au début du XIX^e, notamment dans la capitale française et les grandes villes⁵.

En France, Georges Weil et Paul Robiquet, au début des années 1900, avaient été les premiers à s'intéresser à la personnalité de Buonarroti. Weill donna les grandes lignes de son parcours après avoir eu accès à ses « papiers » transmis à la Bibliothèque Nationale de France par Baudement⁶. Quant à Robiquet, sa vision peut être qualifiée de polémique : il estime qu'il ne faut pas voir dans son maître-livre une apologie des idées du révolutionnaire italien ; il met en lumière le danger des mesures fiscales proposées par le parti radical et qui, à son avis, sont proches de celles de Buonarroti⁷. Pour leur

part, l'Allemand Walter Haenisch et le Français Samuel Bernstein n'hésitèrent pas, eux non plus, à utiliser *La Conspiration* de manière très engagée⁸. Il n'en reste pas moins que les publications scientifiques sont dominantes : c'est ainsi, à titre d'exemple, que le maître-livre de Buonarroti déjà réédité à Paris en 1830 et en 1850, revit une nouvelle fois le jour en 1957 sous la direction d'Albert Soboul.

En 1960, à l'occasion du 200^e anniversaire de la naissance de Babeuf, un colloque international s'était tenu à Stockholm sous les auspices du XI^e Congrès des Sciences Historiques. La place majeure fut réservée à Babeuf, sans oublier celle de Buonarroti. Une communication sur l'ouvrage de Julien Kuypers – *Buonarroti et ses sociétés secrètes* paru en 1960 – permet de rappeler le rôle de l'auteur de la *Conspiration pour l'Égalité*. Arthur Lehning, l'éditeur des œuvres de Bakounine présenta une recherche fouillée sur l'arrestation des principaux responsables de la conjuration de 1796, dont Buonarroti⁹. Depuis, on a assisté à une multiplication des études. Les documents que nous publions tentent à cet égard de préciser ou de corriger certaines informations considérées comme acquises. L'ensemble des lettres dispersées dans divers fonds en Italie, en France en Belgique et aux Pays-Bas permettent de mieux comprendre la pensée et l'action de ce descendant de Michel-Ange, ainsi que le regard qu'il portait sur la société de son temps, en préparation du Risorgimento.

Les lettres et documents que nous reproduisons en seconde partie sont datés de la période 1824-1830, durant laquelle Buonarroti vécut à Bruxelles et y rencontra des exilés italiens et français. Les 53 lettres retrouvées ne constituent qu'une infime partie de sa correspondance.

Beaucoup ont disparu, égarées ou saisies par la police. À plusieurs reprises, il se plaint de n'avoir pas reçu le courrier qu'on lui a envoyé en réponse. Les missives conservées donnent cependant un aperçu vivant des relations qu'il entretenait avec ses amis et connaissances. Buonarroti utilisait principalement la poste officielle, coûteuse, tout en confiant certaines lettres à ses familiers. Celles que lui adressait Charles Teste, son ami très proche qui sera présent à ses funérailles à Montmartre en 1837, sont conservées à la BNF et ont été publiées par Armando Saitta¹⁰.

Charles Teste est le frère de Jean-Baptiste, magistrat à Liège et gestionnaire du domaine privé du roi Guillaume I^{er} des Pays-Bas. Il n'entra en contact avec Buonarroti qu'en août 1829. Dès la troisième lettre, ils se lieront, se tutoieront et il terminera par ces mots : « *Je tiens, mon cher ami, pour un des jours les plus heureux de ma vie celui où j'ai eu le plaisir de t'embrasser.* » Une autre missive conservée dans le fonds Louis Centner à été retrouvée à l'IISG (Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis) d'Amsterdam et publiée par Joop Klosterman.

Parmi les papiers de Buonarroti légués à la BNF, on découvre trois lettres à Jean-Baptiste Froussard, un ancien membre de la Charbonnerie à Grenoble, sur lequel il espère pouvoir compter pour obtenir une clémence du pouvoir français : c'est la dernière lettre envoyée de Bruxelles, le 10 août 1830. Dix jours plus tard, grâce au changement de régime provoqué par la révolution du mois de juillet, il sera à Paris.

Certains envois de Buonarroti sont rédigés en français. À Pauline Andryane notamment c'est dans cette langue qu'il écrit. Ils sont encore à la Bibliothèque communale de Forlì qui nous les a transmis. Il faut savoir que Buonarroti avait une bonne connaissance de la langue française.

Au musée Pietro Calderini de Varallo Sesia, l'historienne Pia Onnis Rosa a découvert six lettres de Buonarroti à Luigi Angeloni échangées entre 1826 et 1829 ; d'ordre politique, elles montrent qu'ils partagent de nombreuses idées communes ce qui n'exclut pas certaines controverses. En 1902, quelques extraits en avaient été repris dans l'ouvrage de Romano-Catania.

Par ailleurs, des lettres éparses ont été publiées dans des revues. C'est le cas de celle que Sylvain Goujon – lointaine descendante du révolutionnaire français Jean-Marie Goujon – a eu la chance de retrouver en 1985 chez l'antiquaire Charavay : elle est adressée à sa dernière compagne, Sara Desbains, restée à Genève en attendant l'installation définitive de Buonarroti à Bruxelles. Elle date de 1825. Sa lecture montre que le penseur, se conduisant comme un « amoureux transi », pouvait manquer de prudence. Il est en effet certain que cet envoi a été saisi par le fils du directeur de la poste de Genève, lequel l'a transmis au lieutenant de police Jean-Jacques Rigaud.

La lettre de François Piorry, exilé à Liège, a été publiée en 1961 dans la revue AHRE (Annales Historiques de la Révolution française) par Pierre Massé. Elle ne semble pas avoir eu de réponse ; c'est une critique légère de la *Conspiration pour l'Égalité*. Piorry souhaite que l'auteur rende justice aux Conventionnels montagnards dont il avait fait partie.

En 1960, Julien Kuypers a reproduit en fac-similé la missive adressée à Félix Delhasse peu avant le départ de Buonarroti pour Paris en 1830 : nous ignorons dans quelles archives elle se trouvait.

En seconde partie, notre documentation concerne les engagements de Buonarroti dans des sociétés de type maçonnique. On y décèle la vision et les idées propagées

par la Révolution française. Déjà publiés par Julien Kuypers, nous avons sélectionné ce qui relève de la période bruxelloise. Quant aux écrits maçonniques repris par Armando Saitta, celui-ci les avait datés du mois de juillet 1830 ; il est pourtant clair qu'ils ont été rédigés les 14 juillet 1828, 7 septembre 1828 et 14 juillet 1829.

On lira avec intérêt l'éloge funèbre que son ami Guglielmo Francinetti produisit à l'occasion de la mort de Buonarroti à Paris le 16 septembre 1837. Cet article nécrologique avait été envoyé à Félix Delhasse qui le traduisit à l'intention du journal bruxellois *Le Radical*.

En 1998, Michel Voyelle écrit un article où il souhaite une nouvelle lecture de la *Conspiration des Égaux* de 1796. À côté de ses grands acteurs que furent Félix Lepeletier de Saint-Fargeau et Pierre Antonelle de Saint-Léger, il reconnaît que « *le troisième larron de ce trio d'aristocrates convertis à la Révolution, Buonarroti, sauve la mise* »¹¹.

Parmi les ouvrages récents, il faut signaler le travail de Manuela Albertone, belle-fille de Garrone, et professeure à l'Université de Turin¹².

II. LA PLACE DE BUONARROTI DANS L'HISTOIRE DES IDÉES SOCIALES

Le nom de Filippo Buonarroti est le plus souvent associé à celui de Gracchus Babeuf, le rédacteur du journal *Le Tribun du Peuple* qui fut condamné avec son ami Augustin Darthé à la peine de mort à la suite de la Conspiration des Égaux de mai 1796. La pensée qui sous-tend le complot – dont la préparation brouillonne signe l'échec – s'inscrit dans la liste interminable des utopies et des rêves qui émaillent l'histoire de l'humanité. Des

utopies pour lesquelles lieux et temps sont recherchés en vain, et restent indéterminés, tels des songes. La doctrine des conjurés a peut-être été qualifiée à tort de babouvisme dans la mesure où elle a aussi été celle de Buonarroti. Elle repose sur une aspiration à la communauté des biens, c'est-à-dire à la propriété collective, plutôt que sur la notion de partage tel que voulu notamment par la loi agraire inscrite dans la Constitution de 1793.

Babeuf et ses compagnons repoussent l'idée de partage parce qu'elle est encore fondée sur la reconnaissance du principe de propriété individuelle, même si la dimension n'en est plus la même. Seule l'égalité réelle, née de la communauté des biens, pourra abolir les injustices sociales et les désordres qui accablent l'humanité et qui trouvent leur source dans la propriété, inégalitaire par nature.

Si la démarche de Buonarroti peut être considérée comme une utopie, elle n'en est pas moins la continuation des réflexions et des projets entamés dès les antiquités grecque, romaine et chrétienne et pendant les premières années de la Révolution française. Et elle aura une descendance avec la percée du collectivisme communiste.

Les comparses Babeuf et Buonarroti, s'ils veulent « le bonheur commun » espéré par la Constitution de L'An II, ne le voient cependant pas comme ceux qui préconisent le partage, les « partageux ». Au sein du comité Amar, avec les Debon, Darthé, et Lepeletier, ils montrent leur hostilité à la loi agraire :

« C'est donc la loi agraire que vous voulez ? Non, c'est plus que cela (...) on nous dirait avec raison que la loi agraire ne peut durer qu'un jour, que dès le lendemain de son établissement, l'inégalité se rencontrerait. C'est même à ce partage que nos sociétés, résultats des besoins, des

*passions et de l'ignorance de nos pères, doivent toutes les tyrannies et tous les maux dont nous sommes victimes*¹³. »

Buonarroti et Babeuf ne s'accordent pas toujours. Ainsi le premier ne s'est jamais départi de son admiration pour Robespierre.

Le second le traitait d'ennemi du peuple et de tyran avant de se rétracter et de l'admirer... Contrairement à son ami, Buonarroti est un juriste qui estime que la constitution et la loi – surtout celles de 1793 – doivent être respectées car elles sont la garantie juridique de tous les citoyens¹⁴.

Babeuf jouit certes d'une importante célébrité en raison de son complot mais aussi à cause de son procès et de son exécution. Quant à Buonarroti, il bénéficie d'une réputation et d'une influence considérables, grâce aux nombreux réseaux de sociétés secrètes qu'il créa aussi bien en Suisse qu'en Belgique et même en Italie. Notre révolutionnaire apparaît comme l'une des sources des mouvements politiques qui s'opposeront aux Restaurations des Bourbons en 1814 et des Orléans en 1830. L'utopiste Étienne Cabet dans son *Histoire populaire de la Révolution française* ne ménage pas Babeuf et le juge sévèrement. L'auteur du *Voyage en Icarie* estime que la doctrine du babouvisme (l'égalité réelle par la communauté des biens) est davantage celle de Buonarroti que de Babeuf.

La tentative avortée de Babeuf et de Buonarroti de prendre le pouvoir pour contrer les Thermidoriens embourgeoisés et corrompus du Directoire repose sur la légitimation du recours à la violence. Il s'agit par là de redonner la parole au peuple et de satisfaire ses revendications sociales. Mais les conjurés et ceux qui les entourent sont davantage versés dans la réflexion et la controverse que dans l'action. Et ils feront preuve d'une certaine naïveté dans la mise en œuvre

de leur insurrection, comme dans la mise en condition du peuple qui est pourtant frappé par une très dure conjoncture économique et sociale.

L'usage de la violence prôné par Babeuf lui attire un commentaire désabusé de Cabet : « Babeuf appela Bonaparte (...) ; il y eut du babouvisme encore dans le coup d'État de Brumaire¹⁵, Il est vrai que la fondation au Consulat par Bonaparte en novembre 1799 (avec l'aide efficace de son frère Lucien) illustra la même méthode que celle envisagée par les conjurés de l'Égalité mais en l'occurrence avec une autre arrière-pensée. Bonaparte utilisera le coup d'État à des fins personnelles et ne sera plus perçu comme le général porteur des idéaux de la Révolution française, quand bien même il en préservera de nombreux acquis. Sans doute fera-t-il taire les oppositions mais finira par se montrer relativement clément à l'égard de Filippo Buonarroti.

III. UNE JEUNESSE STUDIEUSE EN TOSCANE

Filippo Buonarroti est né à Pise et non à Florence comme l'indiquent Guglielmo Francinetti¹⁶ et, à sa suite, Louis Bertrand, Julien Kuypers et Jean-Marc Schiappa. Le premier insiste : c'est une erreur, pense-t-il, d'affirmer qu'il a vu le jour à Pise¹⁷. Et le second évoque lui aussi Florence, sous le portrait du révolutionnaire par Ph. A. Jeanron conservé au musée du Louvre¹⁸. Or le certificat de baptême, qui tient lieu d'acte de naissance jusqu'en 1808, est tenu dans les archives de l'évêché de Pise, ce qui démontre bien qu'il est originaire de cette cité.

Fils de Leonardo Buonarroti-Simoni, descendant collatéral de Michel-Ange, Filippo Giuseppe Maria

Ludovico Buonarroti est venu au monde le 11 novembre 1761. Sa riche famille, de noblesse toscane, est bien vue par Léopold de Habsbourg, grand-duc de Toscane, futur empereur et frère de Marie-Antoinette, connu comme despote éclairé. Cette inexactitude quant à son véritable lieu de naissance a été souvent reproduite ; on la constate déjà sur une des pièces du procès de Vendôme en 1797, ainsi que sur certains rapports de police : « Philippe Buonarroti, musicien, âgé de trente-quatre ans, *natif de Florence*, naturalisé français par décret de la Convention nationale du 27 mai, mil sept cent quatre-vingt-treize, vieux style, demeurant à Paris, rue d'Orléans-Honoré, n°21, section de La Halle-au-Bled, taille de cinq pieds, quatre à cinq pouces, cheveux et sourcils châains, yeux bruns, gros nez un peu ouvert, bouche moyenne, menton rond, front élevé, visage ovale ; détenu au temple.¹⁹ »

Buonarroti est probablement à l'origine de cette erreur car elle figure encore sur le passeport qu'on lui a délivré lors de son départ de Bruxelles vers Paris, en 1830. Il utilisera souvent des pseudonymes pour déjouer la surveillance des polices. À côté de son portrait par Jeanron, Julien Kuypers en donne une liste qui n'est sans doute pas complète : Jean-Jacques Raimond, Laurent Maximilien, Charles, Jean, Robespierre, ou encore Polycarpe ou Camille pour les sociétés de type maçonnique²⁰.

Dès la publication en 1902 de la seconde édition du livre de Giuseppe Romano-Catania sur Buonarroti, son lieu de naissance exact était connu. Cet ouvrage précis fut l'un des premiers à tenter une biographie documentée de l'auteur de *La Conspiration*. Romano-Catania avait eu la chance de rencontrer Félix Delhasse à Bruxelles²¹. Il put aussi consulter dans la *Revue historique* les premières données biographiques publiées en 1901 par Georges Weill.

À l'âge de douze ans, notre jeune Pisan devient page d'honneur du grand-duc de Toscane. À dix-sept ans, le 12 novembre 1778, il reçoit le titre de chevalier de Saint-Étienne. Il fait bientôt son entrée à l'université de Pise où il côtoie Christophe Saliceti, un Corse qu'il retrouvera à Paris comme Conventionnel et Montagnard. Son esprit sera marqué par les cours de Giovanni Maria Lampredi, professeur de droit public, auteur en 1760 d'un ouvrage sur le droit des Anciens Toscans (*Sul governo civile degli antichi Toscani*). Il retient aussi les leçons de son professeur de philosophie, Cristoforo Sarti. C'est avec intérêt et attention qu'il lit les œuvres de David Hume, de John Locke, d'Helvétius, de l'abbé Mably, le frère de Condillac. Il poursuivra ses études à l'université de Sienne où il obtient le diplôme de docteur en droit, le 8 juin 1782, le jour même de son mariage avec Elisabetta Conti, fille du consul de Toscane à Gènes, dont il aura quatre enfants, trois filles et un garçon.

Dans les années qui vont suivre, Buonarroti commence à écrire. En juin 1786, il publie dans la *Gazzetta universale* un texte qu'il attribue à un certain Cheikh Mansour, originaire du Caucase : « *La Riforma dell'Alcorano é le profezie dell' agiornante, dell'iliuminato e del vigilante profeta Seich Mansour - (traduzione dell'arabo)*²². »

IV. LES PREMIERS REBONDISSEMENTS D'UNE VIE MOUVEMENTÉE

Dès la fin de l'année 1786, les autorités toscanes s'inquiètent. Buonarroti est connu comme diffuseur d'ouvrages licencieux et même libertins, ce qui provoquera une perquisition à son domicile et son arrestation. Les

liens qu'il n'a pas encore rompus avec le grand-duc de Toscane lui vaudront une rapide libération. Chez lui, on a saisi et confisqué une série de livres démontrant son goût et son enthousiasme pour les idées nouvelles. Voltaire et d'Holbach accompagnent d'autres œuvres antireligieuses²³. Considéré comme récidiviste, il perdra les faveurs paternelles et grand-ducales. Il quittera sa Toscane natale et rejoindra la Corse en octobre 1789, où il se retrouvera bientôt au côté des républicains. On le soupçonne de diriger sous le nom d'Abramo Levi – les Buonarroti-Simoni appartiennent à la communauté juive de Toscane – un journal qui attaque le pouvoir grand-ducal. Il rédige également, sous son nom le *Giornale Patriottico* dans lequel il s'en prend très vivement aux prêtres et aux aristocrates. S'il ne partage plus les idées catholiques, il n'en restera pas moins déiste toute sa vie. Lors du procès de Vendôme, il déclarera : « *Je fus superstitieux et mal élevé jusqu'à l'âge de douze ans...*²⁴ »

Ses premiers pas dans le sillage de la Révolution française sont visibles vers la fin de 1790. Il est nommé chef du Bureau des affaires ecclésiastiques et des biens nationaux. Il se lie avec plusieurs familles corses, dont celle des Bonaparte. Sa tâche n'est pas facile : la ville de Bastia, très dévote, a décidé de l'expulser et de le diriger vers Libourne, sur la côte toscane. Il y est arrêté par la police mais peut une dernière fois profiter, grâce à l'intervention de son père, de la clémence du grand-duc Léopold. Le Conseil général de la Corse, mécontent de l'émeute organisée à Bastia contre les révolutionnaires, alloue une indemnité de 400 francs à Buonarroti et le rétablit dans ses fonctions.

À la suite de ces péripéties, les autorités corses interviennent auprès du pouvoir législatif à Paris afin qu'il

accorde la citoyenneté française à Buonarroti. Celui-ci l'obtient le 27 mai 1793, réalisant ainsi l'une de ses plus chères ambitions. Peu après on l'envoie en Sardaigne avec mission d'y répandre le message républicain. L'amiral Truguet, sous les ordres duquel il se trouve, ne peut que se féliciter de son zèle et certifie que dans toutes les occasions, il avait reconnu en lui le courage d'un vrai républicain²⁵. La vigoureuse opposition de Paoli amène Buonarroti à le dénoncer comme ennemi des patriotes devant la Convention ; avec l'appui de Lucien Bonaparte, il parvient à faire voter une adresse en ce sens par la Société populaire de Toulon. Il poursuit sa campagne contre Paoli mais les contre-feux des royalistes et des Girondins ralentissent ses espoirs. À Lyon, on l'arrête pendant quelques jours avec deux Conventionnels, avant d'être relâché. Entre-temps, Paoli et ses partisans ont installé leur pouvoir sur la Corse, ce qui conduit Buonarroti à publier une violente brochure, *La Conjuration de Corse entièrement dévoilée*.

En avril 1794, l'armée d'Italie s'empare de la ville d'Oneglia. Buonarroti y est bientôt nommé Commissaire national, fonction qu'il gardera jusqu'en mars 1795. Une lourde responsabilité qui lui vaudra de solides inimitiés. Il tentera par tous les moyens légaux de gagner les habitants d'Oneglia à la cause révolutionnaire, de les persuader de devenir Français et de se convertir à la haine des rois, des grands et des nobles, tout en prenant grand soin de ne pas heurter de front les préjugés religieux du peuple.

V. ARRESTATIONS DE BUONARROTI

Le vent a tourné : Thermidor et la chute de Robespierre bouleversent rapidement le cours des événements.

Sur l'ordre du Comité de sûreté générale, et malgré ses protestations écrites, Buonarroti est incarcéré « provisoirement » à la prison du Plessis déjà remplie de Jacobins, notamment ceux qui avaient été arrêtés lors des émeutes du 12 Germinal et du 1er Prairial, dont Babeuf. Le motif de son arrestation ne lui fut communiqué que deux mois plus tard. Pendant ces journées d'emprisonnement, comme il le rappelle dans la *Conspiration*, il entra en contact avec d'autres révolutionnaires. Cependant, soit pour les surveiller, soit pour entamer une nouvelle donne politique, la plupart des détenus furent libérés et saisirent cette occasion pour créer la Société du Panthéon, un des centres importants de l'opposition républicaine. Buonarroti en présida souvent les séances. Un directoire secret de salut public fut créé en son sein le 10 Germinal de L'an V (30 mars 1796) : il était composé de Gracchus Babeuf, Pierre-Antoine Antonelle, Sylvain Maréchal et Félix Lepeletier auxquels se joignirent plus tard Alexandre Darthé, Robert-François Debon et Philippe Buonarroti²⁶.

Cette période constitue un moment important dans sa vie et dans ses engagements. Confronté à un choix cornélien : ou bien il peut participer à la libération du Piémont et rejoindre l'armée républicaine qui se trouve déjà dans la péninsule, ou bien il prend part à la conjuration de Babeuf. Buonarroti voulait opter pour l'Italie. Il s'était efforcé de convaincre le ministre des Affaires extérieures Charles Delacroix de le nommer Commissaire auprès de l'armée de Bonaparte. La France projetait alors de réduire l'influence autrichienne en Italie et le commerce anglais en Méditerranée. Dans une note datée du 9 germinal et envoyée à François Cacault, agent général de la France au Piémont, le ministre se montrait prêt à répondre positivement à cette demande. Mais dès

le lendemain Buonarroti fut admis au directoire secret de la conspiration. Selon Samuel Bernstein, Babeuf devait être au courant de l'intention de Buonarroti de rejoindre l'Italie. Albert Mathiez suppose que le tribun ne pouvait se passer de ses services²⁷. Buonarroti – qui avait partagé la prison du Plessis avec Babeuf pouvait imaginer que celui-ci ne contrôlait pas toute la situation et prenait une place excessive par rapport aux autres membres de la direction du complot²⁸, et en particulier Félix Lepeletier et Pierre Antonelle²⁹.

Arthur Lehning émet pour sa part une hypothèse selon laquelle Buonarroti aurait voulu jouer le rôle de conciliateur et même de fédérateur par rapport aux différents courants qui s'agglutinaient autour de Babeuf. Une organisation de type militaire, surtout à Paris, devait assurer le succès de l'insurrection. Mais elle était également solidement ancrée dans les provinces. La liste des abonnés au journal *Le Tribun du Peuple* donne une idée de l'ampleur du mouvement. Le choix de rester à Paris constitua pour Buonarroti un tournant déterminant dans sa destinée.

Lors de son arrestation à la rue de la Grande Truanderie le 21 Floréal an IV (10 mai 1796) en même temps que Babeuf et Pillé, de très nombreuses pièces furent saisies³⁰. Pour sa défense lors de procès qui aura lieu à Vendôme en 1797, il fera valoir qu'il n'avait pas pu simultanément conspirer contre le gouvernement et préparer une mission officielle en Italie. Il était convaincu ou se convainquait qu'une révolte populaire allait se produire au Piémont et il espérait même qu'elle intervienne avant l'arrivée des troupes françaises. Le 27 mars 1796, Delacroix prévenait Cacault de la venue imminente de Buonarroti. À noter que celui-ci avait eu de longues discussions avec Bonaparte au sujet de la question italienne. Cacault avait par ailleurs

transmis au général le mémoire de Buonarroti sur l'Italie : « *Vous saurez, lui avait-il écrit, tirer parti de son activité, de son zèle, de son intelligence.* » Mais entre-temps le Directoire a totalement changé d'avis : « *Le Directoire, qui l'a jugé, comme vous, a désiré l'écarter.*³¹ » On présume que des échanges épistolaires avaient eu lieu entre Bonaparte et le Directoire pour empêcher Buonarroti de rejoindre le Piémont.

L'arrestation de Buonarroti coïncide avec la victoire de Bonaparte à Lodi ; c'est là une bonne nouvelle pour le général. Celui-ci va entamer ses intrigues contre le Directoire³². Le sort de Buonarroti était joué.

VI. PROCES À VENDÔME³³

Les documents saisis lors de l'arrestation furent publiés et présentés comme pièces à conviction pendant le procès de la Haute Cour de Justice qui se tint à Vendôme du 20 février au 26 mai 1797³⁴. L'accusateur national Viellart donna sa propre interprétation : si Buonarroti n'était pas parti en Italie, c'est parce qu'il participait à la conspiration. Pendant les débats, Buonarroti confirma cette version :

« *Ce même homme, dont je viens de parler, était brûlant, c'était un volcan : il participait de mes opinions : il ne voyait que la liberté partout*³⁵. *Eh bien ! Je me rappelle que je devais partir le 15 ; il vint la veille de ce jour chez moi, le soir, et me dit que je faisais mal de m'en aller, que c'était une lâcheté dans un moment où le peuple voulait reconquérir ses droits. Je lui dis : je vais servir le peuple ailleurs...*³⁶ »

En fait, la réponse finale de Buonarroti ne fut pas consignée dans le recueil des *Débats*, mais bien dans un texte moins connu qui ne figure pas dans les archives conservées à la BNF ni dans les dossiers du procès³⁷. Maurice Dommanget l'a publiée sous le titre : *Réplique à la réponse de l'accusateur Viellart*³⁸. Buonarroti l'évoque dans ses lettres de 1828 à Émile Babeuf envoyées de Bruxelles³⁹. Pour sa défense, Buonarroti nia qu'il y avait eu une conspiration ; il rappela que les principes de la Constitution de 1793 n'avaient jamais été appliqués⁴⁰. Il n'avait pas vraiment tort : l'arrestation des conjurés avait bloqué toute tentative de passage à l'acte insurrectionnel.

Le procès prit fin le 25 mai 1797. Dathé et Babeuf furent condamnés à mort, Buonarroti et sept autres conjurés à la déportation à vie ; tous les autres inculpés furent acquittés⁴¹. D'abord enfermé dans le fort de l'île Pelée en face de Cherbourg, où il resta trois ans, Buonarroti aurait dû être transféré en Guyane, ce à quoi il échappa en raison du blocus instauré par l'Angleterre. Devenu Premier Consul, Bonaparte aurait autorisé son déplacement à l'Île d'Oléron puis à Sospel dans les Alpes-Maritimes.

Buonarroti avait fini par prendre en grippe Bonaparte. Déjà à l'occasion de l'interdiction de la Société du Panthéon ordonnée par le Directoire et exécutée par le général, il l'avait traité – dans une note très vigoureuse – d'« ambitieux vulgaire »⁴². Et en conclusion de sa *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*, il avait émis à son propos ce jugement sévère :

« Alors s'ouvrait cette brillante campagne d'Italie, qui fraya à un soldat audacieux le chemin à la puissance suprême. L'amour de la Liberté commença dès lors à faire place, dans le cœur des Français, à celui de la gloire

militaire et des conquêtes, qui fut ensuite la cause la plus active de leurs revers et de leur asservissement total. Selon toute apparence, le succès de la conspiration dont on vient de lire le récit, en arrachant le pouvoir aux hommes faibles et corrompus qui l'exerçaient depuis le 9 thermidor eut rendu à la république la vigueur de ses premières années, et il est à présumer que le peuple français, échappant par là aux complots aristocratiques sous lesquels il succomba, eût été préservé de l'ambition de Bonaparte et des funestes conséquences de ses expéditions lointaines, dont les rois coalisés tirèrent un si grand profit pour le replonger sous le joug de ses anciens maîtres, en déchaînant contre lui, à l'aide d'insidieuses promesses de liberté, plusieurs nations éveillées par l'éclat de la révolution, et aigries par les maux d'une guerre d'invasion et de spoliation⁴³. »

Le 23 juin 1806, dix ans après son arrestation, Buonarroti fut envoyé en résidence surveillée à Genève, dans le nouveau département du Léman devenu français. Une vie plus ouverte sur le monde lui permit alors de reprendre des contacts avec les milieux politiques et avec les sociétés maçonniques, notamment avec la loge des *Amis sincères*. À cause de sa participation réelle ou supposée au complot du général Malet à la fin de la période impériale, le préfet Capelle ordonna son transfert dans une nouvelle résidence. Buonarroti choisit Grenoble. Il eut ainsi l'occasion de nouer des relations avec Joseph Rey, ce qui allait faciliter la création d'autres sociétés politiques à structure maçonnique parmi lesquelles *Les Sublimes Maîtres Parfaits*⁴⁴.

Une vente très active est mise en place à Bons-Saint-Didier en Savoie, grâce à l'appui d'un ancien conventionnel, François Gentil, membre d'une loge à Carouge⁴⁵ ;

c'est ainsi que de nouveaux liens se tissent entre Gioacchino Prati et Wilhelm Snell. La naissance des *Sublimes Maîtres Parfaits* eut pour conséquence la mission d'Andryane en Italie (1822-1823) et son arrestation, ce qui entraîna l'expulsion de Buonarroti de Genève⁴⁶. Avant de rejoindre Bruxelles, celui-ci réussit à se cacher pendant plusieurs semaines dans la propriété de la famille Fazy.

VII. LES SOCIÉTÉS SECRÈTES AUX XVIII^e ET XIX^e SIÈCLES

Pendant la Restauration, tous les partis d'opposition étaient rangés sous une même étiquette : il était difficile de faire la distinction entre les bonapartistes et les républicains, entre les modérés et les radicaux. Sauf en Angleterre, il n'existait pas encore de révolutionnaires où de socialistes conscients d'appartenir à la classe ouvrière, au moins dans le domaine politique⁴⁷. Autour des années 1820, la plupart des révolutionnaires se considéraient comme l'élite des gens émancipés et progressistes agissant au milieu de la masse immense et inerte du peuple ignorant. Tous se voyaient combattre un unique adversaire, à savoir l'union des puissances absolues sous la conduite du Tsar, la Sainte-Alliance fondée à Vienne en 1815. Tous avaient tendance à s'organiser selon la même méthode, celle des sociétés secrètes. La fraternité insurrectionnelle de celles-ci s'est développée à la fin de l'ère napoléonienne. Chacune d'elles reposait sur une hiérarchie et un rituel haut en couleur dérivé ou imité des exemples maçonniques. Les plus connues parce que les plus internationales, étaient les « bons cousins » ou carbonari issues semble-t-il des loges maçonniques ou similaires de l'est de la France. Elles furent

introduites par des officiers français antibonapartistes en Italie méridionale à partir de 1806. Elles se répandirent ensuite vers le nord et dans le monde méditerranéen après 1815.

On retrouve des fraternités ou des groupements semblables jusqu'en Russie. On se souvient à cet égard des célèbres « décabristes », ces officiers et ces nobles qui tentèrent une révolte militaire contre le tsar Nicolas I^{er}, en décembre 1825, première insurrection de l'histoire russe moderne⁴⁸.

L'ère des Carbonari atteignit son apogée aux alentours des années 1820-1821, lorsque Napoléon terminait son existence à Sainte-Hélène. Mais ils ne dirigeaient plus guère leurs flèches contre l'Empereur déchu. Ils visaient les monarques européens de la Sainte-Alliance. La Charbonnerie était la branche française du carbonarisme. Les radicaux, et parmi eux les jacobins et les babouvistes de l'aile gauche, c'est-à-dire les révolutionnaires les plus décidés, eurent une influence croissante sur les fraternités. Filippo Buonarroti était leur conspirateur le plus capable et le plus infatigable, bien que sa doctrine se situât sans doute très à gauche de celle de la plupart « frères » ou « cousins ».

Le mouvement carbonariste s'était d'abord implanté dans le royaume de Naples, en opposition au roi Murat, en vue de rétablir Ferdinand IV des Deux-Siciles sur le trône. Le carbonarisme se mua ensuite en mouvement libéral combattant les Autrichiens et cherchant à faire naître une démocratie italienne. Les révolutions de Naples (1820) et du Piémont (1821), œuvre des Carbonari, furent les précurseurs de la société secrète *Jeune Italie* de Mazzini en 1831. En France, la Charbonnerie s'organisa pour lutter contre la Restauration mais échoua en raison de ses divisions.

Selon Hobsbawm, il est frappant d'observer le contraste entre Buonarroti, maître de musique et rationaliste au tempérament réservé, un homme du XVIII^e siècle, et Giuseppe Mazzini, un personnage inconsistant et inefficace, aux attitudes théâtrales, apôtre d'une réaction anticarbonariste. Mazzini avait été à l'origine de la création de plusieurs conjurations nationales (*Jeune Allemagne* et *Jeune Pologne* en plus de *Jeune Italie* unies dans la *Jeune Europe*).

Un certain amateurisme caractérisait parfois les sociétés secrètes, dont la dimension « ludique » attirait une jeunesse aisée qui avait déjà goûté aux changements sociaux et politiques provoqués par la Révolution française. Le plaisir de la guerre et de l'affrontement avec un ennemi avait évolué : désormais de jeunes hommes élégants quittaient l'opéra, les soirées mondaines, en uniformes de garde au de hussard, ou s'éloignaient des réunions presque liturgiques de leurs loges pour entreprendre un coup de main militaire ou pour se mettre à la tête d'une nation en lutte. Bref, le style byronien⁴⁹.

Plusieurs auteurs ont présenté Buonarroti comme un disciple des *Illuminés de Bavière* créés par Weishaupt. Il est vrai qu'une loge des Illuminati existait à Florence au XVIII^e siècle et qu'il aurait pu en être membre⁵⁰. C'est une hypothèse très plausible qui n'est pas en contradiction avec le jugement qu'il porte sur eux : « Leurs mystères les plus cachés, écrit Buonarroti, ne servaient qu'à former des filous adroits et à tromper le public superstitieux comme les *Allemands catholiques*. Il est plus précis encore lorsqu'il déclare : « *C'est à tort qu'on a confondu cette congrégation avec celles des honnêtes francs-maçons.* » À noter que la structure mise en place par Weishaupt n'a pas été sans inspirer nombre d'organisations du XIX^e siècle⁵¹.